

Zeitschrift:	Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses
Herausgeber:	Alliance de Sociétés Féminines Suisses
Band:	82 (1994)
Heft:	4
 Artikel:	Femmes au gouvernement : la nouvelle génération
Autor:	Ley, Anne-Marie
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-286813

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

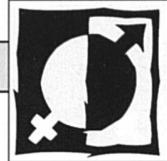
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Femmes au gouvernement: la nouvelle génération

Elles ne sont que douze en Suisse à occuper un siège dans un gouvernement cantonal. Portrait type de l'élue idéale.

Eilles sont douze femmes, depuis l'élection le 27 mars dernier de la démocrate chrétienne bâloise Elsbeth Schneider, à détenir un siège dans un exécutif cantonal suisse. Tout comme Ruth Dreifuss, seule aux côtés de ses six collègues masculins, elles se retrouvent solitaires face à leurs confrères. Douze femmes qui présentent entre elles, malgré la diversité des cantons qu'elles gouvernent collégialement, d'étonnantes similitudes.

Hedi Lang a ouvert la voie en accédant au gouvernement zurichois en 1983. Cette ancienne présidente du Conseil national accomplit actuellement sa troisième législature. Cheffe pendant huit ans du Département de la justice, elle a passé en 1991 à la tête du Département de l'économie publique.

Il a fallu attendre 1986 avant que deux autres femmes réussissent le saut à l'exécutif. Roselyne Crausaz, démocrate-chrétienne fribourgeoise, économiste et députée, a reçu la direction des Travaux publics. Quatre ans plus tard, elle n'est pas réélue, suite à une campagne de dénigrement larvée. Elle a bu le chômage jusqu'à la lie avant de retrouver un emploi. Leni Robert, écologiste bernoise, quitte le Conseil national pour diriger le Département de l'éducation. Elle n'est pas réélue non plus quatre ans plus tard, suite au retour des radicaux au gouvernement bernois. Elle a été depuis lors réélue au Conseil national.

Au tournant des décennies huitante-ninante, le mouvement a connu une constante progression avec le succès de la Soleuroise Cornelia Füeg, candidate dissidente du Parti radical, qui occupe la direction des Travaux publics et de l'Agriculture. Les citoyennes et citoyens de Lucerne, Schwytz, Obwald, Argovie, Bâle-Ville, Berne en Suisse alémanique élisent des femmes. En Suisse romande, Ruth Lüthi est la seconde femme à entrer au Conseil d'Etat fribourgeois en 1990, où elle assume la direction de la Santé publique, suivie par Odile



Montavon, ministre jurassienne de l'Education et des Affaires sociales et Martine Brunschwig-Graf, qui préside aux destinées de l'Instruction publique à Genève. Le printemps pourrait faire éclore prochainement de nouvelles conseillères d'Etat en Thurgovie, à Berne et à Glaris. Le canton de Vaud n'aura pas su saisir sa chance.

Portrait type

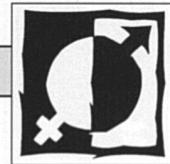
Le portrait-robot de la Suisse qui exerce des responsabilités au service de sa commune ou de son canton, a été dessiné par la politologue Thanh-Huyen Ballmer-Cao. Il s'agit d'une femme de plus de 40 ans, mariée et mère de famille, ayant accompli des études universitaires et vivant à l'abri du besoin. Disposant de suffisamment de ressources intellectuelles et financières, elle s'engage en politique à l'échelon de sa commune, passant du pouvoir législatif aux responsabilités d'exécutif ou bifurquant sur le parlement cantonal grâce à ses activités au service de son parti. Un passage aux Chambres fédérales, rehaussé par des activités en commission, lui fournit des atouts supplémentaires. Elle est censée

faire ses débuts dans les domaines passant pour «classiquement féminins»: la politique sociale, les écoles, la santé, l'environnement.

La génération des femmes qui ont dû lutter pour obtenir l'égalité politique et prouver qu'elles étaient «meilleures» que les hommes, cède progressivement la place à une nouvelle génération de femmes dotées d'une solide expérience professionnelle et politique, osant affirmer leur confiance en soi. Les pionnières, autant que celles qui sont en train de prendre le relais, témoignent pourtant de leur indépendance d'esprit. Elles ne se gargarisent pas de formules creuses et, misant sur la transparence, font parfois des entorses à la collégialité, au risque d'y perdre quelques suffrages.

Un cas unique

La Municipalité de Berne, où les femmes détiennent depuis mai 1993 la majorité avec quatre sièges sur sept, fournit à la fois l'exemple du changement et de la continuité en politique. Quatre femmes, quatre partis politiques. Joy Matter, Jeune Berne et Liste libre, dirige les Ecoles; Therese

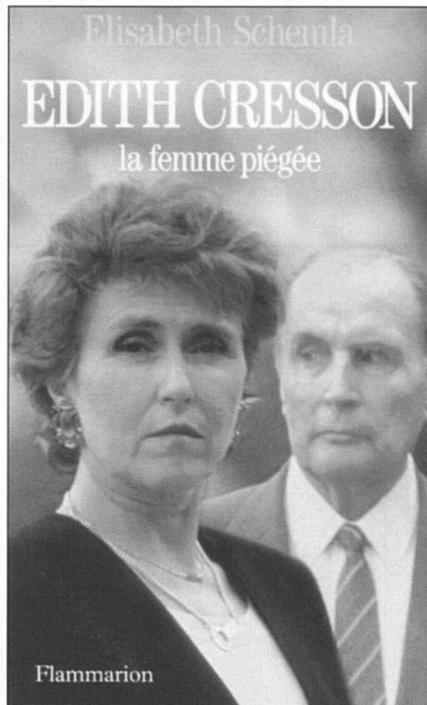


Edith Cresson, un lynchage programmé

Seule femme première ministre en France, Edith Cresson a été abattue par le cruauté du machisme. Dans une enquête publiée par la journaliste française Elisabeth Schemla, la politicienne dénonce après des mois de silence.

Le suicide, elle y a pensé, comme Bérégovoy. Mais cette fuite devant le destin n'appartient pas à sa nature. Edith Cresson ironise: «Ça leur aurait fait trop plaisir. Ils auraient dit: c'est une femme, elle n'a pas tenu le coup!» L'ex-première ministre française a un tempérament de fonceuse. Elle est courageuse, bagarreuse, honnête et réaliste. Elle aime le pouvoir à condition qu'il soit l'instrument de l'action, d'un projet. En s'engageant dans la lutte politique, ce n'est pas la gloire qu'elle recherchait, mais le bien de la France et de François Mitterrand, son protecteur, avec d'autres comme Abel Farnoux, son conseiller spécial. Elle a toujours eu besoin, dans sa vie, d'un idéal masculin pour foncer. Mais qui n'en a pas besoin? Dès 1981, elle a été ministre de l'Agriculture, puis des Affaires européennes, ensuite du Commerce extérieur. Là, elle a tellement bien su faire progresser les PME à l'étranger que Delors a dit d'elle: «C'est la meilleure ministre du Commerce extérieur».

C'est en mai 1991 que Mitterrand, voulant remplacer Michel Rocard, décide de créer l'événement, de bousculer l'establishment politico-socialiste en nommant une femme premier ministre,



Courageuse, pas toujours diplomate, Edith Cresson a donné sa vie pour un combat qui s'achève dans la haine, l'antiféminisme et la trahison.

Edith Cresson. Son style bagarreur, son franc-parler, ses phrases crues («La bourse, j'en ai rien à cirer!» «Les Japonais, ces fourmis...») ne plairont pas à tout le monde. Mais Mitterrand lui dit:

«Continuez à bousculer, à réformer, c'est bien.» Face aux leaders d'un Parti socialiste qui va vers la décomposition, rongé par les affrontements de personnes, face au «Bébête Show», l'émission la plus populaire de la TV où, de façon raciste et sexiste, elle apparaît comme la putain, maîtresse de Mitterrand, une crétine. La première ministre est lessivée. C'est cet acharnement de la rumeur contre cette lutteuse au pouvoir que décrit de façon passionnante, comme un polar, la journaliste française Elisabeth Schemla.

Pour raconter les onze mois d'Edith Cresson à la tête du pouvoir à Matignon (mai 91-avril 92), Elisabeth Schemla, rédactrice au *Nouvel Observateur*, a rencontré plus de cinquante personnalités politiques, dont François Mitterrand. Seuls Laurent Fabius et Michel Rocard n'ont pas accepté de la voir.

Le livre se termine par la rencontre fortuite d'Edith Cresson avec François Mitterrand, lors de l'ensevelissement de P. Bérégovoy, qui avait succédé à Edith Cresson et qui, plus tard, s'est suicidé, lui aussi accablé par la rumeur. C'était le 4 mai 1993. Les propos échangés sont d'une cruelle banalité: «Bonjour-Bonjour. Comme le pouvoir politique peut être cruel!»

Jacqueline Berenstein-Wavre

Elisabeth Schemla, Edith Cresson, la Femme piégée, 342 pages, Flammarion, septembre 93.

A l'agenda

D'Adélaïde à Genève: les rendez-vous «Femmes et pouvoir»

A l'occasion du 100e anniversaire du suffrage féminin en Australie du Sud, une conférence internationale est organisée:

«Women, power and politics»

du 8 au 11 octobre 1994 à Adélaïde.

Thèmes: femmes et gouvernement - femmes et économie - femmes et formation - droits des femmes et droits de la personne. (Renseignements: Elisabeth Eaton, Conference Secretariat, PO Box 986, Kent Town, South Australia 5071.)

Un atelier à Genève:

Femmes, féminismes, pouvoirs

organisé par un groupe de travail du Collectif 14 juin. Séances en cours jusqu'à fin avril. Journée de réflexion: le 7 mai. (Renseignements: case postale 459, 1211 Genève 24.)